

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Traian Basescu, Président de la République de Roumanie, Stephen Harper, Premier ministre du Canada, Jean Charest, Premier ministre du Québec, Abdou Diouf, Secrétaire général de l'OIF, notamment sur la francophonie et les questions du Proche- Orient, à Bucarest le 29 septembre 2006.

LE PRESIDENT ROUMAIN - Bonjour. Nous voilà arrivé à la fin du XI^e Sommet de la Francophonie. Un Sommet qui a eu deux thèmes principaux de discussion : comment les nouvelles technologies peuvent réduire les écarts entre les pays membres de la Francophonie, alors que les nouvelles technologies font partie du système d'éducation des jeunes générations. Nous avons aussi discuté des questions liées aux conflits de l'Afrique, des Balkans occidentaux ou de la Transnistrie. C'était un Sommet qui nous a donné l'occasion d'échanger nos points de vue et d'exprimer la solidarité que les pays francophones doivent témoigner les uns envers les autres. Je voudrais remercier les participants, spécialement le Président Jacques CHIRAC, pour le soutien et pour la contribution qu'il a eue à la réussite du Sommet. Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général, M. ADBOU DIOUF, que je tiens aussi à féliciter publiquement pour sa réélection, pour 4 ans, dans la fonction de Secrétaire général de la Francophonie. En dernier lieu, je veux remercier nos amis canadiens qui seront les prochains organisateurs du Sommet de la Francophonie. Le XII^e Sommet de la Francophonie se déroulera à Québec et sera organisé par le gouvernement fédéral et par le gouvernement du Québec.

Je souhaite beaucoup de succès à nos amis canadiens pour l'organisation et la réalisation du XII^e Sommet de la Francophonie.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - Mesdames, Messieurs, vous comprendrez que je commence par l'essentiel, c'est-à-dire un témoignage de reconnaissance pour l'excellence de l'organisation, par le Président BASESCU, de cette réunion, la première de la Francophonie dans cette région d'Europe. L'organisation a été absolument parfaite. Je voudrais avoir un mot chaleureux pour les habitants de Bucarest que nous avons perturbé, notamment sur le plan de la circulation, et qui semblent l'avoir accepté avec gentillesse et bonne humeur, dans la grande tradition d'hospitalité et de générosité qui caractérise la Roumanie. Donc, d'abord, merci au Président, merci aux habitants de Bucarest, merci pour un accueil parfaitement réussi. Je le dis au nom de l'ensemble de nos collègues du monde francophone.

Deuxièmement, c'était un moment émouvant pour nous, de nous trouver ici, au moment même où le Président de la Commission européenne venait annoncer officiellement que la Roumanie, comme la Bulgarie, étaient, dorénavant, ou seraient, à partir du 1^{er} janvier 2007, membres de l'Union européenne. La France a toujours soutenu ces candidatures. C'est une joie sans aucun doute pour la Roumanie, comme pour la Bulgarie, mais c'est aussi une joie pour la France. Nous souhaitons la plus cordiale des bienvenues à la Roumanie. Nous savons parfaitement que la

souhaitons la plus cordiale des bienvenues à la Roumanie. Nous savons parfaitement que le développement économique, social de la Roumanie, va s'en trouver encore accéléré. Il y avait donc un double témoignage de bonheur que je voulais affirmer dès maintenant.

Le troisième témoignage concerne le Président ADBOU DIOUF. Le Président ABDOU DIOUF avait accepté, il y a quatre ans, de prendre la Présidence de notre Organisation, de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Il a travaillé avec toute l'intelligence, la sensibilité, la compétence qui sont les siennes. Il a remarquablement réussi. Il a réussi à doter notre organisation des moyens de fonctionnement nécessaires. Il a donné une superbe image de la Francophonie dans le monde. Il a eu, et a toujours, un rôle très important dans le domaine de la paix, de la solidarité, dans les différents problèmes ou conflits qui existent dans le monde aujourd'hui. Et, naturellement, il a été réélu à l'unanimité, sans même que la question se pose. Je voudrais simplement lui exprimer, au nom de tous nos collègues, toutes mes félicitations, mais surtout notre témoignage d'estime et de reconnaissance.

Nous avons, conformément à ce que souhaitait le Président BASESCU, étudié principalement les problèmes qui concernent l'éducation et les nouvelles technologies. Cela a fait l'objet de décisions importantes que vous pourrez voir dans la déclaration finale et qui témoignent de l'importance que la Roumanie, mais avec elle l'ensemble de l'organisation francophone, attachent à cet important sujet.

Nous avons eu également l'occasion de discussions politiques sur la paix, la démocratie, sur les droits de l'Homme. Dans ces domaines, l'unanimité, ou la quasi unanimité, sous l'impulsion de la Présidence et du Secrétaire général de la Francophonie, s'est dégagée. Nous avons, en particulier, vous l'imaginez, évoqué le drame du Liban, la Côte d'Ivoire, le Darfour et un certain nombre d'autres crises qui existent en Europe ou dans le reste du monde. Nous avons accueilli de nouveaux membres. La Francophonie est une organisation qui se développe beaucoup. Je vous signale qu'aujourd'hui, avec la Roumanie et la Bulgarie, les membres de la Francophonie seront majoritaires dans l'Europe à 27 de demain. Ce qui prouve, tout de même, l'importance du poids que représente la Francophonie.

Comme l'a dit le Président BASESCU, le prochain Sommet aura lieu au Québec. C'est le quatre-centième anniversaire de la fondation de cette belle et grande cité qui, depuis bien longtemps, fait honneur à l'activité humaine et nous nous réjouissons tous que la Francophonie, l'Organisation de la Francophonie, se réunisse à cette occasion au Québec. Je tiens à exprimer au représentant du Québec, c'est-à-dire à mon ami le Premier ministre CHAREST, tous mes vœux de brillante réussite, dont je ne doute pas, pour le prochain Sommet.

Enfin, je voulais simplement vous donner une nouvelle récente. La France déposera l'instrument de ratification de la Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle avant la fin de cette année. Elle le fera en même temps que la Commission européenne, au nom de la Communauté, et de plusieurs Etats membres qui ont pris la même décision. Cela va donc accélérer beaucoup l'entrée en vigueur de ce texte.

Je vous remercie

LE PREMIER MINISTRE DU CANADA - Bonne après-midi. En commençant, je voudrais aussi remercier notre Secrétaire général pour son bon travail et aussi pour sa réélection à l'unanimité. C'est un grand honneur, mérité.

Ce Sommet est le premier sommet de la Francophonie à avoir lieu depuis que notre nouveau gouvernement du Canada est entré en fonction. En tant que Premier ministre j'ai été très honoré d'y prendre part. Comme prévu, nous avons eu des discussions très fructueuses sur les divers sujets que nous avons abordés que cela soit l'éducation, l'information ou les technologies de communication. La Francophonie est une organisation internationale qui a fait beaucoup pour promouvoir et renforcer la langue et la culture française partout dans le monde. La langue et la culture française sont au cœur de l'identité canadienne depuis la fondation de notre pays. Notre gouvernement appuie sans réserve les efforts déployés pour favoriser le développement des communautés francophones au Canada. La francophonie est une institution internationale à part entière qui permet au Canada de tisser des liens fondamentaux avec les autres pays francophones dans le monde. Le nouveau gouvernement du Canada attache clairement un poids

considérable à ces relations. A titre d'exemple, au cours des deux journées du Sommet, j'ai pu renforcer la déclaration que j'ai faite, à New York, la semaine dernière. Le Canada est prêt à jouer un rôle influent là où il peut se rendre le plus utile. Nous sommes déjà engagés dans des pays comme l'Afghanistan, le Soudan et Haïti, des pays où le Canada participe aux efforts en cours pour consolider les valeurs fondamentales, la liberté, la démocratie, les droits de l'Homme, la primauté du Droit.

En terminant, je tiens à remercier encore le gouvernement roumain, le Président de Roumanie, le Premier ministre, d'avoir organisé un événement de tout premier ordre. Je voudrais aussi remercier le peuple roumain pour son hospitalité chaleureuse. Ce sera de nouveau le cas dans deux ans quand les yeux du monde entier se tourneront vers le Canada. J'aurai le plaisir d'accueillir le prochain Sommet à Québec, du 17 au 19 octobre 2008, en partenariat avec mon collègue le Premier ministre CHAREST. Ce Sommet rehaussera les fêtes de célébration du quatre centième anniversaire de la fondation de Québec qui a marqué en fait la naissance de l'Etat Canadien. Il est clair que nous aurons un beau défi à relever à Québec en 2008 afin de rivaliser avec la qualité de Bucarest.

Monsieur Le Président BASESCU, Monsieur le Premier ministre, j'aimerais au nom de la délégation québécoise vous exprimer nos remerciements pour la réussite de ce Sommet, pour votre hospitalité et vous rappeler que, pour la population du Québec, lorsque l'on évoque la Roumanie, tout cela rappelle une mémoire particulière, un souvenir particulier : celui des Jeux olympiques de Montréal, en 1976, où la vedette était une jeune fille, gymnaste, qui s'appelait Nadia COMMANEI. C'est donc avec un très beau souvenir que nous revenons ici, en 2006, trente ans plus tard, pour retrouver le peuple roumain en pleine évolution mais aussi dans un contexte qui lui est très, très favorable. Au moment même où se tient ce Sommet, la Roumanie fait son entrée dans l'Union européenne et nous tenons à l'en féliciter et à dire aux Roumains à quel point nous admirons le travail qu'ils ont réalisé dans les quinze dernières années et à quel point, ils peuvent compter sur, je pense, tous les voisins et la Francophonie, pour franchir les prochaines étapes.

Ce XIe Sommet de la Francophonie pour nous, Québécois, revêt un sens particulier, puisque ce Sommet précède celui qui aura lieu en 2008, chez nous, au Québec. Ce Sommet était, pour nous, important puisque le premier objectif était de poursuivre le travail que nous avons fait à l'intérieur de la Francophonie pour donner naissance à cette convention sur la protection et la promotion des diversités des expressions culturelles et que nous puissions maintenant passer à la prochaine étape, la ratification. Je vais donc profiter de l'occasion, aujourd'hui, pour remercier particulièrement Monsieur Jacques CHIRAC, Président de la République française, pour son leadership sur cette question et réitérer à quel point cette convention est de première importance pour nous Québécois.

Nous avons donc choisi, lors de ce Sommet, d'intervenir à plusieurs reprises sur la question de la ratification. Et nous allons, une fois la ratification obtenue, nous l'espérons pour la prochaine année, également travailler d'arrache-pied pour que nous puissions faire en sorte que la mise en oeuvre soit faite également avec beaucoup d'énergie et beaucoup de force.

Ce Sommet a traité des questions d'éducation et de technologies de l'information. Nous croyons que c'est un chantier formidable pour nous, la Francophonie, que c'est une occasion de reconnaître à quel point l'éducation est la clé de voûte pour la prospérité et la justice sociale. Je veux également réitérer à quel point le Québec, les Québécois, ont été émus par les événements qui ont eu lieu au Liban l'été dernier. Nous avons fait, chez nous, un effort très important de mobilisation, non seulement du gouvernement du Québec, mais également de la société civile, pour venir en aide aux ressortissants Québécois qui étaient au Liban et ce sont 15 000 personnes qui sont passées à l'aéroport international de Montréal, que nous avons reçues suite à ce conflit.

Nous avons également voulu réitérer aujourd'hui notre solidarité pour le peuple Haïtien. Et nos encouragements à l'élection du nouveau gouvernement, celui du Président PREVAL, de son Premier Ministre ALEXIS, et lui réitérer la collaboration et l'appui du peuple Québécois dans la

construction de son nouveau gouvernement.

Finalement, je veux réitérer nos félicitations au Secrétaire général Abdou DIOUF, réélu à l'unanimité. C'est la source d'inspiration pour chacun d'entre nous, Monsieur le Secrétaire général. Nous espérons, chez nous au Québec, être réélu, comme vous je ne sais pas si sera le cas, à l'unanimité. Dans votre cas à vous, c'était fort mérité. Et avec le Secrétaire général, pour les quatre prochaines années, la Francophonie est entre de très bonnes mains.

M. ABDOU DIOUF - Merci. Je voudrais d'abord dire que j'ai été très sensible aux propos tenus par Monsieur le Président BASESCU, Monsieur le Président CHIRAC, Monsieur le Premier Ministre HARPER et Monsieur le Premier Ministre CHAREST. Je voudrais dire qu'ils ont très bien rendu compte aussi de la substance des travaux que nous avons eus ici à Bucarest. Je veux m'associer également aux félicitations adressées aux autorités roumaines pour le succès de ce Sommet.

Pour être concret, je voudrais aller dans le vif du sujet concernant le thème du Sommet : "l'éducation, les nouvelles technologies dans l'éducation". Pour dire que la Francophonie est déjà à pied d'oeuvre pour traduire en réalité concrète, les décisions qui ont été prises par les Chefs d'Etat. Je compte mettre en place très rapidement un Institut pour la formation par les méthodes des nouvelles technologies, pour la formation à distance des maîtres de l'enseignement primaire. Ceci devrait nous aider à aller plus vite dans le sens de l'atteinte des objectifs du Millénaire concernant la scolarisation primaire.

Je voudrais également très vite, rénover l'ensemble de notre système de centres de lecture et d'animation culturel, en lui donnant une dimension numérique plus importante pour, là aussi, permettre une plus grande incubation, et une plus grande valorisation culturelle des pays où nous sommes installés.

Nous avons parlé du Liban. Je voulais dire qu'en ce qui concerne le Liban, toute la communauté internationale se mobilise pour permettre au Liban de se reconstruire. L'OIF, avec ses moyens, compte également agir très concrètement dans le domaine de la réhabilitation des centres de lecture et d'animation culturels au Liban, pour leur rénovation, dans le domaine de leur approfondissement sur la base de ce que nous venons de dire concernant le numérique. Nous voulons également aider le Liban pour le développement de ces industries culturelles en mettant en place un fonds de garantie pour les industries culturelles. Nous voulons aider le Liban dans le domaine de la consolidation de l'Etat de droit. Nous pensons notamment à la formation des magistrats pour laquelle des demandes précises nous ont été adressées.

Et nous voulons aussi, dans le domaine de l'environnement, mettre en place des experts de la Francophonie qui encadreront ceux qui vont lutter contre la marée noire, contre la pollution provoquée par les opérations de guerre.

Voilà concrètement ce que la Francophonie essaie de faire. Et ce ne sont que des exemples. Plus largement, nous voulons développer le volontariat des jeunes francophones. Et je compte proposer qu'on mette en place un système de volontariat. Et là aussi, nous voulons très vite monter une opération témoin que nous élargirons ensuite. Cette opération témoin sera également consacrée aux technologies dans l'éducation. Ces jeunes volontaires pourront donc aider à la popularisation de nos idéaux, mais également au développement de l'enseignement primaire dans l'ensemble francophone, surtout dans les pays du Sud.

Voilà en gros quels sont les axes de réflexion de la Francophonie pour des choses extrêmement concrètes.

Revenons au Liban, je rappelle que nous aurons une occasion unique de démontrer encore notre solidarité avec le Liban. Parce que le Liban avait déjà été choisi pour abriter les Jeux de la Francophonie en 2009. Nous sommes en 2006 et le Liban vient de subir l'épreuve que l'on connaît. Il est temps de nous mobiliser pour permettre au Liban de relever ce défi de l'organisation des Jeux de la Francophonie en 2009.

Voilà ce que je peux ajouter, puisque Messieurs les Présidents, Messieurs les Premiers Ministres, vous avez déjà dit l'essentiel de ce qu'il fallait dire concernant notre Sommet.

LE PRESIDENT ROUMAIN - Je voudrais remercier les organisateurs et j'ai en même temps apprécié qu'il y ait eu hier certains incidents liés à l'absence réservé à la presse. Veuillez accepter

compris qu'il y a eu hier certains incidents liés à l'espace réservé à la presse. Veuillez accepter nos excuses pour les incidents d'hier.

QUESTION - Ma question s'adresse à Monsieur le Président de la République française. Monsieur le Président, hier, pour conclure un sujet consacré au Sommet de Bucarest, Euronews affirmait un recul du français dans l'Union européenne. Il y a quelques mois, vous avez jugé nécessaire de quitter la salle d'un Sommet européen pendant l'intervention d'un Français s'exprimant en anglais au nom des patrons européens. Un exemple parmi beaucoup d'autres de la banalisation du tout anglais à Bruxelles. Pensez-vous que l'entrée dans l'Union de nouveaux pays qui sont membres de la francophonie, comme l'ensemble des actions déterminées lancées par l'OIF, vont permettre de rétablir enfin l'équilibre entre le français et l'anglais à Bruxelles ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - Je vous ai dit tout à l'heure qu'avec l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie, les membres de la Francophonie, les Etats membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie, seraient dorénavant majoritaires dans l'Europe de demain. Il ne faut pas en tirer des conséquences excessives. Cela veut dire tout de même que la francophonie est reconnue et s'affirme.

J'ajoute que les formations qui sont engagées, notamment par l'Organisation de la Francophonie, à l'égard, en particulier, et merci Monsieur le Secrétaire général, d'hommes politiques, de fonctionnaires, de journalistes, se développent et commencent naturellement à porter leurs fruits. Je ne suis donc pas, je vous le dis, pessimiste, et je ne pense pas du tout que l'on puisse envisager un recul du français dans l'Union européenne.

QUESTION - Pendant ce Sommet, j'ai interrogé beaucoup de participants sur ce que c'est que la Francophonie. Et là, j'ai vu la diversité de cette organisation. Il y a des gens qui pensent que la Francophonie est étroitement liée aux langues, d'autres qui pensent que c'est un état d'âme, un contrepoids par rapport au monde anglo-saxon, libéral, d'autres qui pensent que c'est utile dans la bataille contre l'anglais. Je demande à chacun d'entre vous, si vous pouvez m'expliquer, si vous pouvez m'aider à expliquer, à une audience globale, ce que c'est que la Francophonie pour chacun d'entre vous.

Deuxièmement, l'Organisation de la Francophonie c'est quand même une organisation assez jeune et ces organisations ont besoin de temps pour se développer. Pensez-vous qu'il y a un avenir politique plus fort pour cette organisation, spécialement en vue des difficultés que vous avez eues ce matin à vous mettre d'accord sur le Liban ?

M. ABDOU DIOUF - Je vous remercie pour l'intérêt que vous portez à notre organisation qui est, en effet, jeune, mais qui se développe. Si vous comparez ce qu'était la Francophonie en 1970 au moment de la création de la société, ce qu'était la Francophonie en 1986 au moment du premier Sommet des Chefs d'Etat, ce qu'était la Francophonie à Beyrouth, à Ouagadougou, et ce qu'elle est aujourd'hui, vous verrez que, sur tous les plans, il y a eu des progrès.

Vous avez parlé du problème de la langue. La langue, nous l'avons en partage. C'est la branche sur laquelle nous sommes assis. C'est le ciment de notre cohésion, de notre solidarité francophone. Notre première mission, c'est de défendre ce trésor inestimable, comme disait le Président SENGHOR, "que nous avons trouvé dans les décombres de la colonisation". L'écrivain algérien Khatib YACEM le disait autrement. Il disait que "le français est un butin de guerre".

Donc, le Français n'appartient plus seulement aux Français, aux Européens. Il nous appartient à tous. C'est notre langue et c'est la langue officielle de mon pays.

Notre combat est de défendre le français, mais non pas contre l'anglais. Nous ne sommes pas dans une position d'agressivité. Nous ne voulons pas remplacer une hégémonie par une autre. Nous voulons défendre le français dans le cadre de la diversité linguistique et dans le cadre de la diversité culturelle. Nous considérons que l'honnête homme du XXI^e siècle, doit pouvoir parler sa langue maternelle et parler au moins deux grandes langues de communication internationale et quand nous disons cela, nous disons le français et l'anglais.

Nos efforts, comme l'a dit tout à l'heure le Président CHIRAC, sont des efforts colossaux en ce qui concerne l'enseignement du français. Ici, en Roumanie, par exemple, nous avons formé pas loin de 1 300 diplomates, experts, juristes dans le cadre de notre plan pluriannuel pour la défense du français dans l'Union européenne. Le Président l'a dit également, nous serons maintenant,

avec l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie, 27 Etats membres de l'Union européenne, parmi lesquels 14 seront des Etats membres de la Francophonie. Nous étions 11, mais maintenant vous y ajoutez la Roumanie et la Bulgarie. Mais vous ajoutez également Chypre qui vient d'accéder au rang de membre associé et qui était déjà dans l'Europe. Donc, nous serons une masse de manoeuvre pour imposer le respect du multilinguisme au sein de l'Union européenne et pour défendre les positions du français.

Nous avons adopté ici également, un vade mecum concernant la défense du français dans les institutions internationales en général. Et cela est très important. C'est un texte qui a eu un consensus. Cela a été adopté à l'unanimité. Nous allons, nous, au niveau de notre organisation, créer un système de veille, d'observatoire. Mais nous voulons également que dans chacun des Etats membres il y ait un système d'observation pour veiller à ce que, comme vous le disiez tout à l'heure, tous les ressortissants, surtout quand il y a une traduction simultanée, puisse s'exprimer en français.

Tout à l'heure, Monsieur GALLET a posé la question au Président CHIRAC de Monsieur SEILLIERE qui s'était exprimé dans une réunion où il y avait une traduction simultanée. Il aurait pu parler dans sa langue maternelle, le français, il a parlé en anglais. Le Président CHIRAC a eu un geste que toute la Francophonie a salué et c'est un geste qui restera et qui encouragera les gens à rester dans cette logique de parler leur langue lorsqu'il y a une traduction simultanée. Je ne parle pas des réunions informelles, mais là aussi il y avait beaucoup de choses à dire.

La Francophonie doit marcher aussi sur ses deux jambes. La Francophonie, c'est une organisation de coopération avec des missions qui sont définies par notre cadre stratégique. Mais c'est également une organisation politique. Nous ne voulons pas que la coopération prenne le pas sur la politique. Nous ne voulons pas que la politique prenne le pas sur la coopération. Nous avons quatre missions d'égale importance et nous voulons nous y attacher. Vous connaissez ces missions : la première est la diversité culturelle, la langue française & diversité culturelle et linguistique & la deuxième mission est la paix, la démocratie et les droits de l'Homme & la troisième est l'éducation, la formation, l'enseignement supérieur, la recherche. J'en profite pour saluer le projet d'université francophone en Europe centrale et orientale qui a été lancé, proposé et accepté par la Conférence de la part de la Roumanie. Nous avons, comme quatrième mission, la mission de coopération pour un développement durable et la solidarité. Toutes ces missions seront menées de la même manière. Pendant mon prochain mandat, je ne ferai l'impasse sur aucune de ces missions et c'est cela qui fera la force de la Francophonie. Mais la Francophonie a besoin aussi de se reposer sur tous ces opérateurs et tous ses acteurs. Quand je dis les opérateurs, ils sont connus mais tous ses acteurs c'est aussi la société civile, c'est aussi vous les journalistes. Vous faites partie de la société civile. Mon premier acte quand je suis venu ici à Bucarest cela a été de clôturer le congrès de l'Union de la Presse francophone. Parmi les documents de travail que nous avons eus, il y avait le document que nous a donné la société civile de l'ensemble de la Francophonie. Nous avons un conseil de la jeunesse francophone, nous avons des parlementaires francophones, nous avons des maires francophones. Nous avons dans tous les domaines des réseaux francophones qui se sont bien activés, bien mobilisés, et je compte m'y employer, permettront à la Francophonie de faire de nouveaux progrès dans le sens de l'atteinte de nos objectifs. Je ne sais si j'ai répondu à votre question, j'ai peut-être été trop long mais nous aurons peut-être l'occasion de parler.

QUESTION - Ma question s'adresse à M Jacques CHIRAC. Monsieur le Président de République, il y a deux semaines, lorsque vous avez rencontré M. Kofi ANNAN à New York, on a appris que vous lui avez transmis de nouvelles idées afin de relancer le processus de paix au Proche-Orient. Quelles sont ces idées ? En avez-vous fait part à vos partenaires francophones ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - Ces idées je les ai expliquées publiquement. Je pense que l'on ne peut pas rester dans la situation où nous sommes, et qui est essentiellement fondée sur la défiance entre les peuples Il n'y a plus de confiance. Il y a eu une période où on n'a pas été loin de trouver une solution à la paix et à la stabilité, parce que la confiance existait. On se souvient de l'époque de BEGIN et de SADATE, on se souvient de l'époque d'ARAFAT et de RABIN.

Aujourd'hui, il n'y a plus cette confiance. Et donc, il y a un premier effort à faire, qui est de rétablir cette confiance. Si l'on veut pouvoir utilement, reprendre le dialogue entre les uns et les autres. A partir de là, j'ai suggéré que, d'une part, le Quartet se réunisse, puisque c'est l'assemblée qui a vocation à évoquer ces problèmes, et qu'il mette au point les modalités d'une conférence internationale dont l'objectif serait de donner aux deux parties des garanties sur les accords qu'elles auraient passés entre elles. Autrement dit, à défaut de confiance, il faut donner une confiance de l'extérieur. C'est-à-dire que je pense que la communauté internationale aujourd'hui doit pouvoir engager les deux parties au dialogue, mais leur garantir ensuite que, ce qu'elles auront décidé sera effectivement respecté et mis en oeuvre. Voilà, simplement, il ne s'agit pas d'une idée tout à fait originale mais je l'ai exprimée et le Secrétaire général a bien voulu l'admettre comme étant recevable.

QUESTION - Est-il vrai que les discussions sur la situation au Liban ont été serrées et qu'à l'heure où nous parlons actuellement un texte a été finalisé sur la situation au Liban ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - M. HARPER dira ensuite ce qui s'est passé. Il faut toujours dire la vérité. Il y a eu, en réalité, un texte sur lequel on s'était mis à peu près d'accord et qui a fait l'objet d'un amendement de la ministre égyptienne au nom de son gouvernement.

Amendement soutenu par le représentant du Liban et par un certain nombre de pays.

Honnêtement, c'était plus un problème de forme que de fond. Un débat s'est rapidement ouvert, il n'est pas encore terminé, parce que la conférence de presse ne pouvait pas attendre indéfiniment. On est là un peu dans le détail. Il y avait une très, très grande majorité qui étaient favorable à l'amendement présenté par l'Egypte. Le Canada y était hostile et donc il fallait essayer de trouver une solution qui permette à chacun de sauver la face. Je crois que c'est en train de se régler en ce moment. Mais M. HARPER pourrait donner davantage de précisions

LE PREMIER MINISTRE DU CANADA - Le débat n'est pas fini. Le principe est clair. Il y a des points de procédures, mais les points de procédures ne sont pas importants. Le principe est clair : l'amendement tend à déplorer la guerre et à reconnaître les victimes au Liban.

On peut déplorer la guerre. On doit reconnaître les victimes des deux côtés. La Francophonie ne peut pas reconnaître les victimes selon leur nationalité. On doit reconnaître les victimes au Liban, les victimes en Israël. Cela est notre position. Monsieur le Président a parlé de la nécessité de rétablir la confiance entre les peuples. J'espère que nous pouvons tous reconnaître la souffrance des humains, des hommes et des femmes, de reconnaître toute la souffrance et pas seulement la souffrance basée sur la nationalité des gens.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - Je souscris tout à fait à ce que vient de dire Monsieur HARPER, naturellement.

QUESTION - C'est une question pour vous Monsieur le Président de la République. Vous avez réclamé, ce matin, justement, avec l'assentiment de tout le monde, une coopération étroite entre les Européens par rapport au problème du droit d'asile. Or, le Ministre de l'Intérieur, qui est cet après-midi à Madrid avec ses homologues, s'apprête, lui, à aller beaucoup plus loin en proposant la fusion de toutes les politiques en une seule politique européenne qui réglerait, de façon européenne, le droit d'asile. Qu'en pensez-vous ? Est-ce qu'il ne s'agit pas là un peu d'une atteinte à la souveraineté nationale ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - Je ne suis pas sûr que cela passionne les Francophones, mais ce que je peux vous dire, c'est qu'il est évident que l'on ne peut pas mener une politique dans ce domaine sans un minimum d'accord et de cohérence au niveau européen. Il est dans la vocation des ministres de l'Intérieur de se réunir pour voir comment on peut progresser, ou ne pas progresser, dans ce sens.

QUESTION - Monsieur HARPER, est-ce que c'était surtout un problème de langue sur la résolution du Liban. Est-ce que c'était seulement les victimes libanaises qui étaient reconnues ? Est-ce que c'était vraiment cela ?

LE PREMIER MINISTRE DU CANADA - Tout d'abord je vous félicite de la question en français. C'est la première fois que je vous entends parler le français. Voilà Monsieur le Secrétaire général, le résultat de cette conférence déjà.

On ouvre un débat sur un amendement à la dernière minute. Le consensus n'est pas seulement une

On a eu un débat sur un amendement à la dernière minute. Je ne sais pas si c'est seulement une question de langage, j'espère que oui. Parce que, comme je viens de dire, c'est important pour une organisation mondiale comme la Francophonie de reconnaître la souffrance partout et pas seulement la souffrance d'un côté, d'un pays en guerre.

Je pense que toute la communauté internationale reconnaît que l'on veut éviter, par la résolution 1701 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, que se reproduise contre Israël une telle situation, une telle réponse et une telle guerre.

QUESTION - Il a été suggéré à plusieurs reprises à cette honorable table, qu'un atout de plus pour la Roumanie et la Bulgarie pour adhérer à l'Union européenne, c'était leur appartenance à la Francophonie. Comme je viens d'une région qui est toujours à la porte de l'Union européenne, j'ai une question pour, d'abord, le Président Jacques CHIRAC et le Président de la Roumanie. Est-ce que l'appartenance de tous les pays des Balkans, maintenant avec la Macédoine, qui est devenue membre de plein droit, la Serbie, qui est devenue observateur comme la Croatie, pourra nous aider dans nos efforts européens.

LE PRESIDENT ROUMAIN - Bien sûr, la Francophonie n'est pas un critère de décision politique. En ce qui concerne l'intégration, ce n'est pas non plus un critère de performance. Afin d'adhérer à l'Union européenne, il faut réaliser certaines performances au niveau institutionnel, des performances économiques, des performances sociales. Cependant, la Francophonie nous rend solidaire. Certes, pour la France, c'était un élément qui a eu une extraordinaire importance de soutenir la tradition francophone de la Roumanie. Parce que, comme vous pouvez le voir, à Bucarest, beaucoup de bâtiments ressemblent aux bâtiments de Paris, l'Arc de Triomphe de Bucarest ressemble à l'Arc de Triomphe de Paris. L'Etat unitaire roumain est le résultat des pressions exercées par la France à un certain moment historique. BRANCUSI est roumain. Eugène IONESCO est roumain. Ils ont eu des contributions dans les deux cultures. Donc, catégoriquement, l'appartenance au groupe de la Francophonie nous rend solidaire. Ce qui ne veut pas dire que cela nous épargne d'être performant. Mais nous devons reconnaître que la Roumanie a joui du soutien de la France grâce à ses liens historiques et culturels, même à une époque où elle n'avait pas de performance. C'est grâce à cette aide qu'elle atteint sa performance d'aujourd'hui. Merci.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - Je n'ai rien à ajouter à ce qu'a dit le Président BASESCU.

QUESTION - J'ai une question pour le Président BASESCU. Quel est l'avantage pour la Roumanie d'avoir organisé ce Sommet ? Quels sont les avantages que nous avons tirés ?

LE PRESIDENT ROUMAIN - La Roumanie avait pris l'engagement au dernier Sommet de la Francophonie. Elle avait sollicité le droit d'organiser le XI^e Sommet. Mais, si vous me demandez quels sont les avantages directs : le simple fait d'avoir à Bucarest environ soixante chefs d'Etat et de gouvernement parmi lesquels certains sont extrêmement importants dans la politique mondiale, parce que nous avons ici le Président Jacques CHIRAC, le Premier ministre du Canada, ce sont des personnalités extrêmement importantes pour la politique du monde entier et non seulement pour la relation bilatérale. Si nous regardons les choses du point de vue strictement de la Roumanie, c'était pour nous un honneur d'organiser un événement politique d'une telle envergure avec la participation de soixante-trois états et l'honneur ne peut être mesuré que maintenant lorsque nous constatons que toutes les délégations sans aucune exception ont eu dans leurs interventions des remerciements pour l'organisation du Sommet. Bien sûr, je ne parle pas de la presse qui a le devoir d'être mécontente tout le temps. D'ailleurs, c'était pour nous un test pour voir si la Roumanie était capable d'organiser des événements de cette taille parce que pendant longtemps on aurait pu mettre en question si on a la capacité ou non d'organiser un tel événement. Voilà, nous l'avons. Cela nous permet de réfléchir, d'envisager d'autres événements. Et dernièrement, la Roumanie a bénéficié d'une grande visibilité pendant ces jours-ci, visibilité créée même par la présence massive de la presse étrangère à Bucarest qui certainement a regardé d'un oeil très attentif l'ensemble de la ville de Bucarest. On n'a pas seulement pris en compte le Sommet. Je suis sûr que les journalistes qui n'avaient jamais vu la ville de Bucarest avant et qui la connaissait par des descriptions de certains articles, je suis sûr qu'ils partiront maintenant avec une idée réelle de la Roumanie, des Roumains. Je crois qu'à très grands traits

ce sont les avantages que nous pouvons mettre en évidence et je veux que vous sachiez que ces avantages là n'ont pas de prix. Nous avons vu dans la presse ces derniers jours, qu'on essayait d'évaluer les coûts mais ce n'est pas possible de quantifier monétairement ces avantages. Je vous assure que dans beaucoup d'endroits du monde, on a réussi à avoir une opinion très positive de ce sommet de la Francophonie.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - Je voudrais juste, sans faire aucune ingérence, je voudrais juste dire au journaliste qui a posé la question. La réponse simple est cela a permis de donner au monde entier une superbe image de la Roumanie. Ça, c'est sans prix.

LE PREMIER MINISTRE DU CANADA - je voudrais ajouter £ je ne peux pas m'expliquer en français avec autant de précision que le Président de la France.